



BRETAGNE **en**
commun

BRETAGNE-EN-COMMUN.BZH   

Une Bretagne en commun,
une Bretagne pour demain

Bretonnes et Bretons, nous nous engageons pour qu'un nouvel horizon économique, solidaire et écologique s'ouvre pour notre région. L'urgence climatique et sociale nous l'impose. Nous le savons et sommes prêt·e·s et ouvert·e·s pour construire la Bretagne de demain, avec la solidarité pour boussole. Nous pensons que la planification écologique, l'implication citoyenne et l'investissement dans l'industrie sont les clefs du développement de la Bretagne. Nous sommes attaché·e·s à la lutte contre la précarité et la pauvreté. Nous entendons défendre cette perspective pour la faire gagner pour la Bretagne, en mars 2021, lors des élections régionales.

La crise sanitaire du COVID19, un révélateur de l'échec des politiques du passé

La crise sanitaire nous a toutes et tous profondément marqué·e·s. Le gouvernement a été incapable d'y répondre autrement que par une politique de mensonges, faute d'anticipation et d'indépendance. Le macronisme a montré son échec en matière de santé. Macron a poursuivi des politiques de destruction de l'hôpital public et nous l'avons payé cher. Les premier·e·s exposé·e·s à l'épidémie, des femmes en majorité, les personnels de la grande distribution, les agents de propreté, les ouvriers agricoles, les ouvrières toujours mobilisées, les soignant·e·s, les enseignant·e·s, les aides à domicile sont toujours aussi mal considéré·e·s et mal payé·e·s. Le confinement a durablement impacté beaucoup d'habitant·e·s, particulièrement en zone rurale et dans les quartiers populaires ; le plan de relance du gouvernement ne répond pas à cette situation.

Cela doit changer, nous devons retrouver une force politique qui donne des perspectives. C'est ce que nous proposons en Bretagne.

En finir avec la destruction des campagnes et un modèle archaïque de développement

Aujourd'hui, le constat est simple : la Bretagne s'est développée selon les vieux modèles des élites politiques et économiques qui la dirigent depuis des décennies. Soutien par nos impôts à l'agriculture intensive, marchandisation de l'identité bretonne, étalement urbain, mise en concurrence des territoires et absence consternante de projet collectif pour la Bretagne et les habitant·e·s : voilà le bilan de nos dirigeant·e·s actuel·le·s.

La politique libérale productiviste amorcée dans les années 1960 continue à abîmer la Bretagne : pollution des rivières, des nappes phréatiques, du littoral, marées vertes, effondrement de la biodiversité, dégradation des sols mais aussi de la santé des Bretonnes et des Bretons, endettement des paysan·ne·s abandonné·e·s. La vigilance sur la nouvelle Politique Agricole Commune est, de ce point de vue, une priorité. L'alliance de la FNSEA, des lobbies agro-industriels, à l'instar d'Eureden (ex-Triskalia), des banques et de transnationales, comme Bayer-Monsanto, a créé l'élevage intensif et l'agriculture hors sol. Les premières victimes de ce choix désastreux sont les paysan·ne·s. La promesse d'un système coopératif au service des productrices et des producteurs n'est pas tenue.

La politique menée ces dernières décennies, et particulièrement celle de la majorité sortante dominée par un PS macroniste, n'a pas su relever les défis sociaux et environnementaux et n'a pas entamé la transition nécessaire de notre secteur industriel. Bien trop peu de projets sont prévus pour la Bretagne maritime. Pour ce qui est de la spéculation immobilière, ce n'est pas une politique régionale à poursuivre, en particulier dans les îles et les zones littorales où foisonnent les logements vacants une grande partie de l'année. Il s'agit de mettre fin à cette politique d'extension urbaine à court-terme et de privatisation.

C'est une affaire de volonté. Nous souhaitons travailler pour l'ensemble des Bretonnes et des Bretons, non au service d'une poignée de riches subventionné·e·s. Il nous faut un nouveau projet.

Ouvrir un nouvel horizon : cinq mesures structurantes pour les années à venir

Nous voulons des mesures qui améliorent réellement le quotidien des Bretonnes et des Bretons, en donnant à notre région une perspective à long terme. Il faut pour cela des idées novatrices, véritables causes communes autour desquelles nous pouvons nous rassembler en majorité.

Ces mesures doivent être une réponse concrète à la crise sociale que nous traversons. Le chômage a bondi de 9% en Bretagne, entre mars et juin 2020, et de 20% chez les jeunes. Les plans sociaux s'accumulent (Nokia, Hop, Technicolor), trop de commerçant·e·s, d'indépendant·e·s et d'entrepreneur·se·s sont en difficulté : il est urgent de créer des emplois de qualité dans différents secteurs-clefs.

L'annulation de la dette paysanne et la bifurcation agro écologique

D'abord, il est temps que les paysan·ne·s puissent vivre de leur travail, ne plus être étouffé·e·s par un modèle productiviste insensé, qui les a contraints à un endettement et à la pauvreté. **Nous proposons un vaste plan d'annulation de la dette paysanne**, financé par la Région et les collectivités qui auront le courage d'œuvrer à l'intérêt public. La contrepartie de cette annulation reposera, en concertation avec les premier·e·s concerné·e·s, sur la transition vers l'agroécologie. Il faut dépasser le modèle destructeur soja-mais-intrants-pesticides. Le développement réellement durable de notre territoire rural ne pourra se faire sans les paysan·ne·s. C'est ainsi que nous garantirons notre souveraineté alimentaire.

Un pôle public de formation

Les travailleurs et travailleuses de l'industrie doivent bénéficier d'une activité soutenable à long terme ; la Bretagne dispose pour cela d'atouts forts. La Région doit investir dans la formation professionnelle des 70 000 ouvrier·e·s du secteur agro-alimentaire, appelé à se réformer. **La formation professionnelle est une compétence régionale et nous entendons la développer fortement.** Les lycées professionnels doivent être soutenus. Couplée à d'autres dispositifs comme le territoire zéro chômeurs étendu à toute la région, cette politique permettra, en ces temps de crise économique et sociale, à un maximum de sans-emploi de retrouver une activité et aux salarié·e·s d'accéder à une meilleure qualification ou de redonner un sens à leur travail. Le plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle intégrera une orientation écologique riche en emplois à l'échelle de la Bretagne, en se concentrant notamment sur les secteurs du BTP, nécessaires pour mener la transition énergétique.

Un plan de transition écologique et industrielle pour la Bretagne

En effet, les orientations économiques de la Bretagne doivent changer. Alors que nos élu.e.s revendiquent si bruyamment leur attachement à la Bretagne, ils/elles ont presque abandonné la perspective des énergies marines renouvelables, un secteur pourtant porteur de grandes promesses et créateur d'emplois. **Nous mettrons en place un grand plan de transition écologique et industrielle pour le secteur maritime.** Qu'il s'agisse de dépollution des ports, de protection des océans, de réparation navale, de production d'énergies renouvelables, de préservation de la pêche, d'alternatives au plastique, d'aliments sous-utilisés aujourd'hui, de recherche fondamentale, le secteur maritime est une clef majeure de développement pour notre économie et celle du pays. Nous soutiendrons également le secteur des technologies de l'information et de la communication, l'une de nos industries de pointe depuis longtemps. Nous nous engageons pour l'amélioration du réseau. Un moratoire sur la 5G sera décrété, dans l'attente d'études scientifiques sur ses conséquences sanitaires, économiques et environnementales.

Des transports en commun accessibles à tous

Trouver un emploi, aller au travail ou à l'école nécessite de se déplacer et cela a un coût. Par ailleurs, les constats sanitaires de l'impact de la pollution de l'air sont alarmants. Une politique ferroviaire ambitieuse doit être menée par la Région, incluant les citoyen.ne.s dont l'expertise permet de répondre aux besoins réels. L'urgence est de permettre à toutes et à tous d'avoir accès aux transports en commun en fixant un objectif de réduction des coûts et de gratuité, à terme. Un réseau plus dense permettra de réduire les dépenses et la pollution liées à la voiture. **Un plan de développement du rail, concerté avec la SNCF, et des différents modes de transport, doit être adopté tout en permettant l'intermodalité avec les mobilités douces.**

Le renforcement des services publics et des projets culturels sur tout le territoire breton

Enfin, les communes rurales sont souvent oubliées par les politiques et privées de service public. La Bretagne de demain ne peut se construire sans service public, ni attachement à une politique culturelle ambitieuse favorisant le travail des associations, artistes-auteurs, travailleur.se.s et intermittent.e.s du spectacle. Nous soutiendrons les actrices et acteurs du secteur et favoriserons la création, la diffusion et l'accessibilité aux œuvres. Le service public doit être universel et fournir un accès égal au numérique dans les villes et les campagnes, tout en développant les points d'accueil physiques. **Notre cinquième principe est donc la défense et le développement du service public, de la politique culturelle et de la politique de recherche, partout sur le territoire breton.**

Nous proposons donc cinq grandes orientations : annulation de la dette paysanne, plan de formation professionnelle adapté aux enjeux écologiques et sociaux, plan

d'industrialisation et de transition écologique, développement du rail et des transports en commun et renforcement du service public et des politiques culturelles. Ces plans seront élaborés démocratiquement. L'épidémie de coronavirus a montré la déficience des solutions libérales et la nécessité de réintroduire du long terme dans l'action politique. Pour cela, les citoyennes et les citoyens doivent reprendre le pouvoir.

Instaurer un pouvoir des citoyennes et des citoyens dans les institutions

Comment s'y prendre ? Nous avons une méthode : l'appel à la mobilisation collective. C'est dans cet esprit que nous abordons cette élection, ouvert.e.s à toutes et tous, et aux forces sociales et politiques qui souhaitent rompre avec ces pouvoirs locaux subordonnés aux intérêts de quelques-un.e.s. Notre démarche est d'abord citoyenne. Nous commencerons par manifester notre pouvoir dans les urnes. Ensuite, il est clair que nous soutenons l'intervention citoyenne. Dans ce cadre, nous appuyons, par exemple, la demande d'un référendum relatif au rattachement de la Loire-Atlantique.

Nous sommes favorables à la révocation des élu.e.s, nous souhaitons qu'ils/elles soient responsables devant les citoyen.ne.s. Il est possible de construire une nouvelle majorité pour la Bretagne. La France insoumise propose et ouvre largement cette démarche « Bretagne en commun ». Elle souhaite que cette démarche s'articule à un cadre national cohérent et s'inspire, pour cela, du programme L'avenir en commun.

Nous écartons tout ralliement à la majorité régionale sortante PS et LREM, qui a montré son mépris des enjeux écologiques et sociaux.

Nous proposons aux citoyen.ne.s qui se reconnaissent dans ce manifeste, militant.e.s d'associations, syndiqué.e.s, gilets jaunes, ainsi qu'aux organisations politiques EELV, Ensemble, « Ensemble sur nos territoires », GénérationS, GRS, PCF, PG, Place Publique, PRCF, Nouvelle Donne, NPA, UDB, de construire ensemble une forte fédération populaire et un « plan de sortie de crise » afin de changer la Bretagne en fonction des impératifs sociaux et écologiques actuels.

Nous invitons toutes ces forces politiques et sociales qui ont l'intérêt du bien commun à faire ce pas décisif, pour construire, ensemble, la Bretagne de demain.

Une Bretagne en commun,
une Bretagne pour demain

CONTACT

contact@bretagne-en-commun.bzh

CONTACT PRESSE

presse@bretagne-en-commun.bzh

BRETAGNE-EN-COMMUN.BHZ

